

Les mères militantes, nouvelle force politique alémanique

Suisse alémanique Initiative pour le libre choix de l'école à Bâle, référendum contre HarmoS en Thurgovie et dans les Grisons, les femmes organisent la contestation scolaire

Catherine Cossy

Elle est le fer de lance de l'initiative pour le libre choix de l'école qui est soumise en première suisse à votation dans le canton de Bâle-Campagne, le 30 novembre prochain. Pia Amacher, mère de trois enfants et maîtresse de travaux manuels, a arrêté il y a trois ans son activité professionnelle pour se consacrer pleinement à son engagement. «Je fais la tournée des autres cantons pour allumer la flamme», dit-elle.

Combattant le poids de l'école publique depuis plus de dix ans, elle a fondé en 2003 l'association Lobby parents, qu'elle préside au niveau suisse. Son but: lancer des initiatives dans tous les cantons pour que les parents soient libres de choisir entre école publique et école privée sans préjudice financier. Pia Amacher est l'exemple type du nouveau militantisme scolaire des mères.

Car si l'école et les enfants sont depuis toujours un domaine traditionnellement féminin, les femmes ne se contentent plus de siéger dans les commissions scolaires et de faire des gâteaux pour financer la sortie de classe. Court-circuitant les partis, elles occupent désormais le terrain politique.

Sans Priska Bühler, il n'y aurait probablement pas eu de référendum contre HarmoS en Thurgovie. Cette mère de dix enfants âgés de 19 à 3 ans s'est mobilisée deux semaines et demie avant la fin du délai contre le concordat intercantonal visant à harmoniser l'école obligatoire (voir LT du 10.11.2008). «J'ai réalisé que mon fils de 4 ans devrait aller au jardin d'enfants. Et qu'il ne pourrait pas obtenir de dispense sans passer devant le psychologue scolaire.» Les parents rameutés récoltent en un temps record le double des signatures nécessaires.

Une «mom» de chez nous

La «mom» thurgovienne ne se reconnaît dans l'image de la mère pitbull forgée par la gouverneure de l'Alaska Sarah Palin. Plutôt dans les tirades pour une plus grande responsabilisation des mères au foyer de Silvia Blocher, l'ancienne institutrice et épouse de Christoph. Car Priska Bühler ne veut pas combattre à tout prix l'école publique. «L'école est elle-même sous pression. Elle voit les déficits dans l'éducation des élèves, et essaie d'y remédier. Mais plus on offre aux



Pia Amacher. Maîtresse de travaux manuels, elle a arrêté son activité professionnelle pour se consacrer à son engagement. 3 SEPTEMBRE 2008

parents, plus ils ont tendance à déléguer leurs problèmes. Cela ne peut pas être la solution. Tant que c'est volontaire, je trouve les deux ans de jardin d'enfants très bien. C'est certainement utile aux parents étrangers ou à d'autres. Mais je ne veux pas que tout soit réglementé et obligatoire.»

Situation semblable dans les Grisons. L'UDC locale, trop occupée

à se reformer après ses divisions, ne se mobilise pas contre HarmoS. Le gouvernement croyait déjà pouvoir se mettre à l'application du concordat quand Beatrice Conrad, mère qui élève seule ses deux enfants de 8 et 13 ans, entre en scène. Avec un budget de 1500 francs, cette maîtresse de travaux manuels de Zizers, près de Coire, fait aboutir le référendum. Et consacre cha-

que minute de libre à cette cause. «Il ne paraît pas une seule phrase critique sur les opposants à HarmoS sans que les journaux ne reçoivent le jour suivant un mail de Beatrice Conrad demandant une rectification», écrit la *Südschweiz* dans le portrait consacré à cette militante. «La classe politique et les médias nous traitent de nobody, il n'y en a que pour l'UDC», se plaint-elle dans l'article. Une raison de se lancer dans la politique? «Il y a deux mois, j'aurais clairement répondu non. Ma tâche principale est d'être maman. Mais entre-temps, je dois dire que je trouve cela très passionnant», répond-elle au quotidien grison.

Beat Zefnp, président de l'association faitière des enseignantes et enseignants alémaniques, ne voit pas de raison de s'inquiéter: «Nous observons depuis plusieurs années qu'une partie des parents se radicalisent. Que les femmes, qui sont aussi plus nombreuses à faire de la politique, aient un engagement plus visible n'est qu'une évolution normale. Mais une autre catégorie de parents nous cause davantage de soucis. Ce sont ceux qui ne viennent jamais aux soirées d'information, qui ne signent pas les bulletins de leurs enfants et n'excusent pas leurs absences. Et je dois préciser que plus de 80% des parents font preuve d'une bienveillance critique envers l'institution scolaire.»

Méfiance envers la politique

Pia Amacher n'est pas étonnée que les mères soient toujours plus nombreuses derrière des initiatives et référendums touchant à l'école. «Nous en avons assez d'être sous contrainte. Nous voulons assumer pleinement notre responsabilité pour tout ce qui touche à l'éducation de nos enfants, y compris la formation, un droit fondamental en Suisse.»

Dans le canton de Vaud, Susanne Bergius, présidente de Lobby parents vaudois, peine encore à rassembler les partis derrière un texte d'initiative pour le libre choix de l'école. Mais Pia Amacher ne doute pas un instant du succès. Les arguments chez la Bâloise s'enchaînent sans peine. N'a-t-elle jamais songé à faire de la politique? «Je suis mère et je reste mère. Je veux pouvoir continuer à dire ce qui me plaît. Des politiciens de tous les bords nous soutiennent, mais ils n'osent pas le dire, parce que c'est contre la doctrine de leur parti.»